



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1992 B 00214

Numéro SIREN : 384 440 889

Nom ou dénomination : EXCO AVEC

Ce dépôt a été enregistré le 05/11/2013 sous le numéro de dépôt 11940

Déposé au Greffe
le 30 août 2013

EXCO AVEC
Société anonyme au capital de 753 120 euros
Siège social : 29 boulevard Einstein - 44300 NANTES
384 440 889 RCS NANTES

Sous le N° 1940
RCS N° 92 B 214

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 AOÛT 2013

L'an deux mille treize,

Le 30 août,

A 10 heures,

Les actionnaires de la société EXCO AVEC, société anonyme au capital de 753 120 euros, divisé en 49 282 actions, dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 5 août 2013 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe LHOMMEAU, en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Monsieur Yann MAUGAIS et M. ~~David~~ *Lucas repr. Pa. sté. NCF*, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Laure-Anne DUCRO est désignée comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent *49.262.* actions sur les 49 282 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du quart requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

R DL 4/1 LAD

Monsieur Pascal BERNARD, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 5 août 2013, est absent excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire de chaque projet de fusion avec ses annexes,
- les certificats de dépôt des projets de fusion au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES,
- l'avis du projet de fusion publié au BODACC en date du 26 juillet 2013 pour la société ADL,
- l'avis du projet de fusion publié au BODACC en date du 26 juillet 2013 pour la société SOTAFI,
- les avis des projets de fusion publiés au Bodacc en date du 26 juillet pour la société EXCO AVEC,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- les rapports du Commissaire à la fusion,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Par ailleurs, il déclare que les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des actionnaires, au siège social, trente jours au moins avant la date de la présente assemblée, dans les conditions prévues par l'article précité.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

R DL 11 LAD

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société ADL par la société EXCO AVEC ; augmentation du capital social ; affectation de la prime de fusion,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société SOTAFI par la société EXCO AVEC ; augmentation du capital social ; affectation de la prime de fusion,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président rappelle les principales modalités des fusions projetées.

Puis, il donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Il est ensuite donné lecture des rapports du Commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et sur l'évaluation des apports en nature.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale :

- ✓ après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire à la fusion désigné par le Président du Tribunal de commerce de NANTES,
- ✓ après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 15 juillet 2013 avec la société ADL, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 8 place du Beau Verger 44120 VERTOU, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 517 605 978 RCS NANTES, aux termes duquel la société ADL fait apport à titre de fusion à la société EXCO AVEC de la totalité de son patrimoine, actif et passif,

approuve dans toutes ses dispositions ledit projet de fusion,

R DL 41 40

et décide, sous la même réserve, d'augmenter le capital social de 15 647 euros pour le porter de 753 120 euros à 768 767 euros, par création de 1 024 actions nouvelles de 15,28 euros de valeur nominale, entièrement libérées, compte tenu de la renonciation par la société EXCO AVEC à l'attribution de ses propres actions auxquelles elle aurait pu prétendre du fait de sa qualité d'associée de la société ADL.

Ces actions nouvelles seront réparties entre les associés de la société ADL à raison de 1 action de la société EXCO AVEC pour 1,95 part de la société ADL et assimilées aux actions anciennes.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (398 605 euros), après déduction d'un montant correspondant aux droits non exercés par la société absorbante (358 745 euros), et la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (15 647 euros), soit 24 213 euros, sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé « Prime de fusion » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la société absorbante.

La différence entre la valeur estimative de la participation de la société EXCO AVEC dans le capital de la société ADL, évaluée à 358 745 euros et la valeur comptable de cette participation, soit 180 000 euros, constitue un boni de fusion s'élevant à 178 745 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

En conséquence, la fusion par absorption de la société ADL par la société EXCO AVEC deviendra définitive à l'issue de la présente assemblée et la société ADL se trouvera dissoute, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale :

- ✓ après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire à la fusion désigné par le Président du Tribunal de commerce de NANTES,
- ✓ après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 15 juillet 2013 avec la société SOTAFI, Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 523 903 995 RCS NANTES, aux termes duquel la société SOTAFI fait apport à titre de fusion à la société EXCO AVEC de la totalité de son patrimoine, actif et passif,

DL *Y* *AD*

approuve dans toutes ses dispositions ledit projet de fusion,

et décide, sous la même réserve, d'augmenter le capital social de 59 118 euros pour le porter de 768 767 euros à 827 885 euros, par création de 3 869 actions nouvelles de 15,28 euros de valeur nominale, entièrement libérées, compte tenu de la renonciation par la société EXCO AVEC à l'attribution de ses propres actions auxquelles elle aurait pu prétendre du fait de sa qualité d'actionnaire de la société SOTAFI.

Ces actions nouvelles seront réparties entre les associés de la société SOTAFI à raison de 1 action de la société EXCO AVEC pour 1,55 action de la société SOTAFI et assimilées aux actions anciennes.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (313 140 euros), après déduction d'un montant correspondant aux droits non exercés par la société absorbante (219 198 euros), et la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (59 118 euros), soit 34 824 euros, sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé « Prime de fusion » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la société absorbante.

La différence entre la valeur estimative de la participation de la société EXCO AVEC dans le capital de la société SOTAFI, évaluée à 219 198 euros et la valeur comptable de cette participation, soit 140 000 euros, constitue un boni de fusion s'élevant à 79 198 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

En conséquence, la fusion par absorption de la société SOTAFI par la société EXCO AVEC deviendra définitive à l'issue de la présente assemblée et la société SOTAFI se trouvera dissoute, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence des augmentations de capital, de modifier les articles 6 et 8 des statuts relatifs aux apports et au capital social qui seront désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté à cet article les paragraphes suivants :

R 41
DL AD

« L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2013 a approuvé la fusion par voie d'absorption par la société EXCO AVEC de la société ADL, SARL au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 8 place du Beau Verger 44120 VERTOU, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 517 605 978 RCS NANTES, lors de laquelle il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 398 605 euros.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2013 a approuvé la fusion par voie d'absorption par la société EXCO AVEC de la société SOTAFI, SAS au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 523 903 995 RCS NANTES, lors de laquelle il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 313 140 euros. »

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à HUIT CENT VINGT-SEPT MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ EUROS (827 885 €).

Il est divisé en 54 175 actions de même catégorie, intégralement libérées. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne tous pouvoirs à Monsieur Philippe LHOMMEAU, agissant tant en qualité de Président Directeur Général qu'en qualité de Gérant de la société ADL et de Président de la société SOTAFI, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par lui-même ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- ✓ de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société ADL à la société EXCO AVEC,
- ✓ de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société SOTAFI à la société EXCO AVEC,
- ✓ de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances,

R DL 7/1 10

- ✓ aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

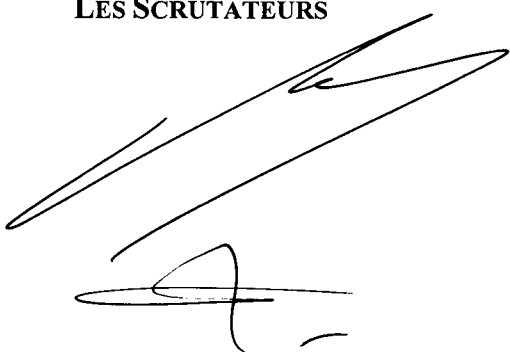
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



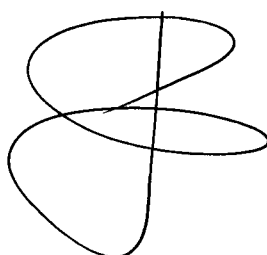
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

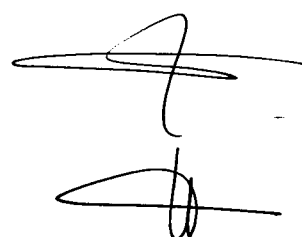
LES SCRUTATEURS



LE PRESIDENT



LE SECRETAIRE



Enregistré à : SIE DE NANTES SUD EST - ENREGISTREMENT

Le 17/10/2013 Bordereau n°2013/2 765 Case n°10

Ext 15362

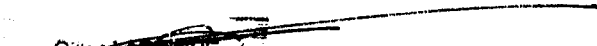
Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administratif des finances publiques


Gilles LAFITIGUE
Agent des Impôts

EXCO AVEC

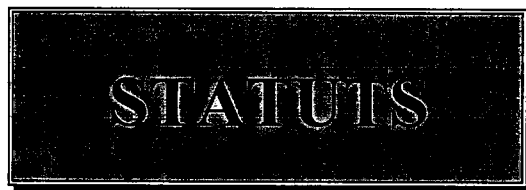
Société Anonyme
au capital de 827 885 €

Siège social : 29 boulevard Einstein
44300 NANTES

384 440 889 RCS NANTES

Déposé en 04/11/13
le 5 NOV. 2013

RCS N° 11940
RCS N° 92 B214



MODIFIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 30 AOUT 2013 :

- Augmentation du capital social.

ARTICLE 1^{ER} - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1966 et l'ordonnance du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **EXCO AVEC**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société anonyme " ou des lettres S.A. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes " et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **29 boulevard Einstein**
44300 NANTES

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du conseil d'administration et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été apporté une somme de 250 000 F (**38 112,25 €**) correspondant à 2 500 actions de 100 F (15,24 €) de nominal chacune, toutes de numéraire et composant le capital social initial.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale du 31 août 2008, le capital a été augmenté de 550 300 euros par suite de l'apport partiel d'actif consenti par la société AVEC de sa branche complète et autonome d'activité d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale du 27 février 2009, le capital a été augmenté de 1 587,75 euros pour le porter à 590 000 euros, par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte « autres réserves ».

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale du 9 octobre 2009, le capital a été augmenté de 104 000 euros pour le porter à 694 000 euros, par l'émission de 6 805 actions nouvelles de numéraire, émises au prix total de 260 000 €, comprenant 104 000 € de valeur nominale et 156 000 € de prime d'émission.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale du 25 mai 2012 et d'une délibération du Conseil d'Administration du 30 mai 2012, le capital a été augmenté de 59 120 euros pour le porter à 753 120 euros, par l'émission de 3 869 actions nouvelles de numéraire, émises au prix total de 135 000 €, comprenant 59 120 € de valeur nominale et 75 880 € de prime d'émission.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2013 a approuvé la fusion par voie d'absorption par la société EXCO AVEC de la société ADL, SARL au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 8 place du Beau Verger 44120 VERTOU, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 517 605 978 RCS NANTES, lors de laquelle il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 398 605 euros.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2013 a approuvé la fusion par voie d'absorption par la société EXCO AVEC de la société SOTAFI, SAS au capital de 200 000 euros, dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 523 903 995 RCS NANTES, lors de laquelle il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 313 140 euros.

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à huit cent vingt-sept mille huit cent vingt-cinq euros (827 885 €).

Il est divisé en 54 175 actions de même catégorie, intégralement libérées. »

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses actionnaires ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément du conseil d'administration.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

Est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Par cession, il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DES ACTIONNAIRES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les actionnaires ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus.

Tout actionnaire peut être élu administrateur dès lors qu'il possède au moins une action de la société. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il sera réputé démissionnaire d'office, sauf à régulariser sa situation dans un délai de trois mois.

La moitié, au moins, des administrateurs sont des actionnaires experts comptables. Les trois quarts au moins des administrateurs sont des actionnaires commissaires aux comptes.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Tout administrateur sortant est rééligible.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Tout administrateur est révocable à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans qu'il soit nécessaire que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que l'assemblée générale des actionnaires statue sur sa révocation.

ARTICLE 15 – PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration élit parmi ses membres experts-comptables un président qui doit être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes. Il détermine sa rémunération.

Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le conseil d'administration peut le révoquer à tout moment, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs, quand bien même il exercerait la direction générale de la société. Toutefois, le président doit être invité à présenter ses observations avant que le conseil d'administration statue sur sa révocation.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'assemblée générale des actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du conseil d'administration rend compte, dans un rapport joint au rapport de gestion, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société. Le rapport établi par le président indique, en outre, les éventuelles limitations que le conseil d'administration apporte aux pouvoirs du directeur général.

ARTICLE 16 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre ; il détermine la politique générale de la société.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même pour les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

ARTICLE 17 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son président, au siège social ou en tout endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, le conseil d'administration peut décider, à la majorité de ses membres, de statuer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général peut aussi demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le président est lié par les demandes qui lui sont adressées. Toutefois, en cas d'inertie de celui-ci, le tiers au moins des administrateurs ou le directeur général, selon le cas, peut convoquer directement le conseil d'administration.

La convocation est faite par tous moyens et même verbalement ; dans ce dernier cas, l'ordre du jour est aussi indiqué verbalement.

Il est tenu un registre des présences qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du conseil, tant en leur nom personnel que comme mandataire, et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du code de commerce.

Lorsqu'il en est établi un, le règlement intérieur détermine, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les conditions d'organisation des réunions du conseil d'administration qui peuvent intervenir par des moyens de visioconférence.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Un secrétaire peut être désigné et choisi même en dehors des administrateurs et des actionnaires.

ARTICLE 18 – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures.

Le conseil d'administration répartit librement cette somme entre ses membres.

Il peut également être alloué aux administrateurs, par le conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles dans les cas et dans les conditions prévus par la loi.

Le conseil d'administration autorise, en outre, sur présentation des justificatifs, le remboursement des frais de voyage et de déplacement ainsi que les dépenses engagées, dans l'intérêt de la société, par les administrateurs.

ARTICLE 19 – MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

La direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration, portant le titre de directeur général et choisie parmi les actionnaires experts-comptables.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Elle n'a pas à être motivée. Le conseil d'administration peut, à tout moment, revenir sur ce choix, sans qu'il soit nécessaire que cette question soit inscrite à l'ordre du jour.

Le changement des modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions relatives au directeur général lui sont applicables.

ARTICLE 20 – DIRECTEUR GENERAL

Lorsque le conseil d'administration décide de confier la direction générale de la société à un directeur général, il procède à la nomination de celui-ci, qui est choisi parmi les actionnaires experts-comptables et commissaires aux comptes, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sans qu'il soit nécessaire que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que le conseil d'administration statue sur sa révocation. Sa révocation peut donner lieu à dommages et intérêts, si elle est décidée sans juste motif.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

Le directeur général ne peut être âgé de plus de 70 ans ; lorsqu'il atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

ARTICLE 21 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, appelées directeurs généraux délégués, choisies parmi les actionnaires experts-comptables et commissaires aux comptes, chargées d'assister le directeur général. Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Tout directeur général délégué est révocable à tout moment par le conseil d'administration sur proposition du directeur général, sans qu'il soit nécessaire que cette mesure soit inscrite à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que le conseil d'administration statue sur sa révocation. Sa révocation, décidée sans juste motif, peut donner lieu à dommages et intérêts.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau directeur général.

Le conseil d'administration détermine la rémunération des directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux délégués ne peuvent être âgés de plus de 70 ans ; lorsqu'ils atteignent cette limite d'âge, ils sont réputés démissionnaires d'office.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit sur appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret, dont l'assemblée fixera alors les modalités, qu'à la demande des membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

ARTICLE 23 – QUORUM ET MAJORITES

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, l'assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou un autre actionnaire (*L. 1966, art. 161*), sous réserve du respect des dispositions de l'article 7-I-1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

ARTICLE 24 - ANNEE SOCIALE

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} septembre et finit le 31 AOUT de chaque année.

ARTICLE 25 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur la proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

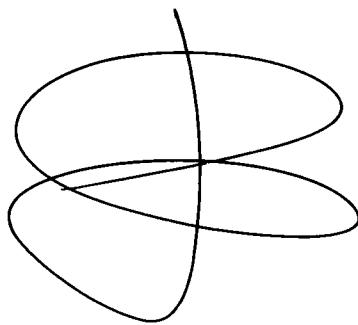
En cas de contestation soit entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage soit du Président du Conseil régional de l'Ordre des experts comptables, soit du Président du Conseil régional des commissaire aux comptes, suivant l'objet du litige.

Les contestations entre les actionnaires, les administrateurs et la société ou simplement entre les actionnaires, au sujet des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

STATUTS MODIFIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 AOUT 2013

CERTIFIES CONFORMES

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL


✱

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Le soussigné **Monsieur Philippe LHOMMEAU**, agissant en qualité de :

- ✓ gérant de la société **ADL**, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 euros dont le siège social est 8 place du Beau Verger - 44120 VERTOU, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 517 605 978 RCS NANTES,
dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 30 août 2013,
- ✓ Président de la société **SOTAFI**, Société par actions simplifiée au capital de 200 000 euros dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 523 903 995 RCS NANTES,
dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 30 août 2013,
- ✓ de Président Directeur Général de la société **EXCO AVEC**, société anonyme au capital de 753 120 euros, dont le siège social est 29 boulevard Einstein 44300 NANTES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 384 440 889 RCS NANTES,
dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations du Conseil d'Administration de la Société en date du 10 juin 2013,

Fait les déclarations prévues par les articles L. 236-6 et R 236-4 du Code de commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du commerce et des sociétés, déposée au Greffe du Tribunal de commerce de Nantes, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

EXPOSE

1) L'Assemblée Générale Ordinaire des associés de la société ADL, réunie le 10 juin 2013, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés ADL et EXCO AVEC, et donné à son Gérant les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le Conseil d'Administration de la société EXCO AVEC, réuni le 10 juin 2013, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés ADL et EXCO AVEC, et donné à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.



Le projet de traité de fusion, signé par le Gérant de la société ADL et le Président Directeur Général de la société EXCO AVEC, suivant acte sous seing privé du 15 juillet 2013, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société ADL, le rapport d'échange des droits sociaux.

2) L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société SOTAFI, réunie le 10 juin 2013, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés SOTAFI et EXCO AVEC, et donné à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le Conseil d'Administration de la société EXCO AVEC, réuni le 10 juin 2013, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés SOTAFI et EXCO AVEC, et donné à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le projet de traité de fusion, signé par le Président de la société SOTAFI et le Président Directeur Général de la société EXCO AVEC, suivant acte sous seing privé du 15 juillet 2013, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société SOTAFI, le rapport d'échange des droits sociaux.

3) Sur requête conjointe du Gérant de la société ADL, du Président de la société SOTAFI et du Président Directeur Général de la société EXCO AVEC, le Président du Tribunal de commerce de Nantes a, par ordonnance en date du 10 juin 2013, désigné la société OCEA AUDIT en qualité de Commissaire à la fusion des sociétés ADL, SOTAFI et EXCO AVEC.

4) Un exemplaire de chaque projet de fusion a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Nantes le 17 juillet 2013 pour les sociétés ADL, SOTAFI et EXCO AVEC.

5) L'avis du projet de fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au Bodacc le 26 juillet 2013 pour la société ADL.

L'avis du projet de fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au Bodacc le 26 juillet 2013 pour la société SOTAFI.

L'avis du projet de fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au Bodacc le 26 juillet 2013 pour la société EXCO AVEC.

Aucune opposition émanant des créanciers sociaux n'a été formée dans le délai de trente jours prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.

6) Les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des associés de la société ADL, au siège social, dans les conditions prévues à l'article susvisé.



Les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des associés de la société SOTAFI, au siège social, dans les conditions prévues à l'article susvisé.

Les documents énumérés à l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été mis à la disposition des actionnaires de la société EXCO AVEC, au siège social, dans les conditions prévues à l'article susvisé.

En outre, les rapports du Commissaire à la fusion sur l'évaluation des apports en nature ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Nantes le 19 août 2013.

7) L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société ADL, réunie le 30 août 2013, a approuvé le projet de fusion avec la société EXCO AVEC et décidé que la société serait dissoute et liquidée de plein droit au jour de la réalisation de la fusion décidée par la société EXCO AVEC et de l'augmentation de capital corrélative de cette dernière.

8) L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société SOTAFI, réunie le 30 août 2013, a approuvé le projet de fusion avec la société EXCO AVEC et décidé que la société serait dissoute et liquidée de plein droit au jour de la réalisation de la fusion décidée par la société EXCO AVEC et de l'augmentation de capital corrélative de cette dernière.

9) L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société EXCO AVEC, réunie le 30 août 2013, postérieurement aux Assemblées Générales des sociétés ADL et SOTAFI, a :

- approuvé le projet de fusion par absorption de la société ADL par la société EXCO AVEC et décidé, en conséquence, d'augmenter le capital social d'une somme de 15 647 euros pour le porter à 768 767 euros,
- approuvé le projet de fusion par absorption de la société SOTAFI par la société EXCO AVEC et décidé, en conséquence, d'augmenter le capital social d'une somme de 59 118 euros pour le porter à 827 885 euros,
- décidé de modifier corrélativement les articles 6 et 8 des statuts,
- constaté la réalisation définitive de la fusion ainsi que la dissolution de la société ADL,
- constaté la réalisation définitive de la fusion ainsi que la dissolution de la société SOTAFI.

10) L'avis prévu par l'article R. 210-9 du Code de commerce pour la réalisation des fusions et l'augmentation de capital de la société EXCO AVEC, l'avis prévu par l'article R. 237-2 du Code de commerce pour la dissolution de la société ADL et l'avis prévu par l'article R. 237-2 du Code de commerce pour la dissolution de la société SOTAFI ont été publiés dans le journal d'annonces légales QUEST... FRANCE..... en date du 30/08/2013...

CET EXPOSE ETANT FAIT, IL EST PASSE A LA DECLARATION CI-APRES :



DECLARATION

Le soussigné, ès-qualités, déclare sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi que les opérations de fusions et d'augmentations de capital relatées ci-dessus, ainsi que les modifications corrélatives des statuts ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de NANTES, avec trois exemplaires de la présente déclaration :

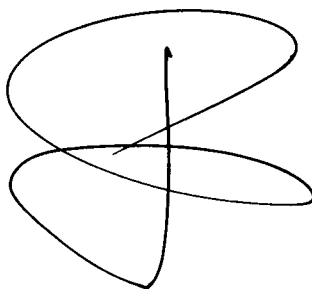
- ✓ un exemplaire de chaque traité de fusion,
- ✓ un exemplaire du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ADL du 30 août 2013,
- ✓ un exemplaire du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOTAFI du 30 août 2013,
- ✓ un exemplaire enregistré du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société EXCO AVEC du 30 août 2013,
- ✓ une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société EXCO AVEC.

La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés de la société EXCO AVEC et à la radiation des sociétés ADL et SOTAFI du Registre du commerce et des sociétés.

FAIT A NANTES

LE 25.10.2013..

EN 4 EXEMPLAIRES

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a vertical stroke.